

Non aux 44 milliards d'économies ! A bas le budget de guerre Macron-Bayrou !

Montreuil, le 16 juillet 2025

Mardi 15 juillet, le premier ministre Bayrou a fait ses annonces pour le projet de budget 2026. C'est une déclaration de guerre contre l'ensemble des salariés, des chômeurs et des retraités.

43,8 milliards d'euros : une saignée d'une brutalité inouïe

Parmi les principales mesures contenues dans ce plan d'économies : suppressions de 3 000 postes de fonctionnaires, 1 500 suppressions chez les opérateurs, non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, suppression des « agences improductives », gel du point d'indice et de toutes les prestations sociales, suppression de deux jours fériés (Pâques et le 8 mai), remise en cause des affections de longue durée (ALD), remise en cause des arrêts maladie, fin de l'abattement de 10% pour les retraités, nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage et du droit du travail, remise en cause du financement de la Sécurité sociale par les cotisations, ordonnances de « simplification » pour déréglementer et faire baisser le coût du travail...

Un plan social massif dans la Fonction publique

Avec le non-remplacement d'un départ en retraite sur trois, on peut s'attendre à 50 000 départs non-remplacés par an dans l'ensemble de la Fonction publique, plus de 20 000 dans la Fonction publique d'Etat ! Alors que l'Ecole et l'Université manquent déjà de tout, cela ne fera qu'aggraver les destructions déjà décidées pour la rentrée 2025 : 5 000 fermetures de classes, baisses de dotations horaires, des milliers de contractuels licenciés, des milliers de collégiens sans place au lycée, 100 000 bacheliers et étudiants sans affectation à l'Université... « L'année blanche » dans les services publics, cela signifie aussi de nouveaux coups de rabots comme on a pu le voir ces dernières années, quand les ministres n'ont pas hésité à puiser dans les fonds sociaux, les frais de déplacements, la formation... Cela signifie encore moins de médecine scolaire, moins de remplaçants, plus de précarité pour les AESH et les AED...

De l'argent pour l'Ecole, pour les services publics, pas pour la guerre !

Dans le même temps, Macron appelle à accélérer « l'effort de guerre » avec une hausse considérable des dépenses militaires (+ 6,5 milliards). Alors que le taux de pauvreté n'a cessé d'augmenter ces dernières années, le gouvernement a décidé de préserver les plus riches et les grandes entreprises qui peuvent continuer à empocher des centaines de milliards d'euros d'aide publique et bénéficier d'exonérations de cotisations...

Avec sa Confédération, la FNEC FP-FO réaffirme : « la rigueur et l'austérité c'est non ! La facture du quoi qu'il en coûte ne doit pas peser sur les travailleurs. »

FO mettra tout en œuvre pour mettre en échec ce plan brutal qui vise les conquêtes sociales, le niveau des salaires, prestations sociales et pensions du plus grand nombre.

La Confédération FO s'adresse aux autres organisations syndicales pour une riposte à la hauteur des attaques. En lien avec l'interprofessionnel, la FNEC FP-FO propose aux fédérations de l'Education nationale l'action commune dès la rentrée. Un préavis de grève a été déposé.